

# L'Étincelle



*Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire*

**PSA Poissy**

10 septembre 2017

## Le 12 septembre, tous en grève et dans la rue

Une fois de plus, le président Macron s'est lâché par une petite phrase bien chargée de mépris. Il a déclaré qu'il ne céderait « ni aux fainéants, ni aux cyniques ni aux extrêmes ». Il voudrait jouer au chef d'État droit dans ses bottes, disposé à faire passer ses mesures en force. Mais gare à l'effet retour et à la colère du monde du travail !

### ***Les ordonnances des patrons***

Dévoilées fin août, chacune des mesures des ordonnances modifiant le code du Travail est une attaque en règle contre les travailleurs : licenciements à peu de frais, précarité accrue pour les salariés, et liberté pour les patrons de faire leur loi dans chaque entreprise.

Pour le président du Medef, Pierre Gattaz, ce n'est qu'une « première étape » : il en demande plus. Édouard Philippe prépare déjà une suite : la hausse de la CSG, une réforme des retraites et celle de l'assurance chômage, et pour les plus riches, une quasi-suppression de l'ISF. Alors qu'on soigne les patrons au nom du sauvetage de l'économie, voilà que les grandes entreprises affichent des bénéfices record : plus de 50 milliards de bénéfices au premier semestre 2017 pour les entreprises du CAC 40, soit 25 % de plus que pour le premier semestre de l'an dernier.

Et il faudrait qu'on laisse faire ? Il faudrait qu'on écoute la CFDT, qui avait déjà approuvé la loi El Khomri au printemps 2016 et récidive ? Il faudrait qu'on se résigne, comme nous y convie le secrétaire général de la confédération FO alors que nombreux sont les syndicats de sa confédération qui vont participer à la manifestation du 12 septembre ?

**Des raisons de participer massivement à cette journée de grève et manifestation appelée par la CGT, la FSU et le syndicat SUD, on en a plus qu'il n'en faut.**

***Le plafonnement de l'indemnité pour licenciement abusif*** doit permettre au patron de vous licencier même de façon parfaitement illégale en sachant que cela ne lui coûtera pratiquement rien.

***Le droit accordé aux patrons des petites entreprises de négocier directement avec leurs salariés***, en dessous même des minima fixés par les accords de branche, va leur permettre d'imposer baisses des salaires, suppressions de primes ou augmentation

des horaires en pratiquant le chantage aux suppressions d'emplois ou à la fermeture. C'est une pratique déjà courante, y compris dans de grandes entreprises. Elle deviendrait la règle.

***La durée des CDD*** et le nombre de leurs renouvellements possibles pourrait être modifiés selon les branches au gré des besoins du patronat, accroissant encore la précarité des emplois.

***Quant à la fusion prévue des divers types de délégués du personnel*** (DP, Comité d'entreprises et CHSCT), elle vise à enfermer l'activité des délégués du personnel aux seules séances de papotage avec les directions, le fameux « dialogue social » qui devrait remplacer les luttes.

### ***Le massacre des emplois aidés***

Le gouvernement ose parler de politique pour l'emploi. Mais il est le premier des licencieurs, avec la réduction drastique du nombre d'emplois aidés qui passeront de 460 000 en 2016 à 310 000 fin 2017.

Répartis essentiellement dans les services publics et dans des associations assurant des services sociaux, ces salariés remplissent des tâches indispensables : dans cette rentrée scolaire, de nombreuses mairies n'ont pas pu assurer le bon fonctionnement des cantines des écoles ou ont supprimé carrément des activités périscolaires ou de soutien aux élèves en difficulté ou handicapés.

**Cette journée de grève et manifestations du 12 septembre doit être le plus massivement suivie. Et il ne faudra pas en rester là. Une journée d'action le 21 septembre, jour prévu pour la signature des ordonnances, est déjà annoncée par la CGT. Indépendamment de toutes les tactiques, accords ou désaccords des directions syndicales, il ne tient qu'à nous de faire du 12 septembre le point de départ d'une riposte générale du monde du travail.**

**La nouvelle prison de Poissy**

Les briefings d'intimidation ont fait dans les trois équipes. On ne pourra plus aller aux WC, au CE ou fumer en dehors des temps de pause. La moindre absence sera considérée comme un « abandon de poste » avec menace de sanction.

La direction mène une guerre psychologique pour faire dégager des collègues et faire travailler ceux qui restent comme des forçats.

**De quoi leur faire ravalier leur arrogance**

Jeudi soir, une quinzaine d'ouvriers du Ferrage B3 ont débrayé pendant plus de 2 heures.

Après le briefing d'intimidation, des chefs se sont permis de parader et de se moquer des ouvriers qui ne pourraient plus aller au WC en dehors des pauses. Ils auraient mieux fait de se taire : ça a déclenché un débrayage. Le RF de jour a dû revenir à l'usine en urgence. Une occasion pour les ouvriers de dire ce qu'ils pensaient des chefs qui glandent toute la nuit, se font des bouffes interminables, et refusent de les aider quand ils sont en difficultés, etc.

Voilà ce qu'il faut faire pour se faire respecter.

**La direction joue au cerveau-lent**

Depuis 3 semaines, le RF du Montage B2 modifie l'organisation du travail : au Kitting GAV, au New GAV, à l'accouplement des éléments de roues avec les éléments porteurs, presses d'éléments porteurs défectueuses à 10 mètres, tout cela génère des conditions de travail pourries autant que la qualité des véhicules. Tout ça avec un directeur qui ne pense qu'à nous menacer. Il sont sur la bonne lancée, encore un coup de vent et ils nous enverront droit dans le mur.

**Qu'est-ce que la direction va encore nous pondre ?**

Depuis le retour des vacances c'est un déferlement de séances supplémentaires annoncées : 2 dimanches et 4 samedis en 1 mois. Ensuite c'est chômage pour tous semaine 44 et encore 3 semaines d'arrêt de la production en novembre pour l'équipe C. S'il y a des pertes cumulées à Poissy suite au redémarrage, on n'a rien à voir avec tout ça, ce n'est pas aux ouvriers de subir. Qu'ils lissent la production, au lieu de faire leur course aux profits sur notre dos.

**Jacques a dit**

L'équipe de nuit doit s'arrêter 4 semaines à partir de fin octobre. Certains chefs se permettent de menacer leurs équipes au briefing : « les salariés de nuit rebelles ou qui débrayent resteront en 12 et en 22 fin novembre. Donc attention ! ». Ces petits chefs répètent en public les propos de leur hiérarchie qui annonce des discriminations illégales, qu'ils ne s'étonnent pas après de galérer pour gérer leurs équipes.

Les ouvriers n'ont pas à écouter des perroquets.

**PSA prend de l'avance**

La direction avait annoncé que les dimanches soirs 24/09 et 1<sup>er</sup>/10 seraient travaillés en horaire affiché de minuit à 5h30. Maintenant elle veut que ce soit payé en compteur individuel de 22h à 0h, puis de 0h à 5h30 en compteur de modulation (donc gratuit et obligatoire). En bref elle veut passer en force et faire admettre que la séance du dimanche soir est en 2 parties. Ça prépare la fameuse nuit à 28h30 par semaine, pour une équipe qui ne bosserait que de 0h à 5h30.

La séance du dimanche soir n'a pas à être divisée en 2 parties quand ça arrange PSA. La séance du dimanche doit rester intégralement au volontariat comme le précise encore la loi.

**À PSA, les enfumeurs ne manquent pas d'air**

C'est le tour de PSA d'être épinglé pour avoir truqué les tests des moteurs diesel sur près de 2 millions de véhicules. La direction vocifère, mais pour tous nos collègues des centres techniques PSA c'est l'évidence même. PSA risque jusqu'à 5 milliards d'euros d'amende, payables à l'État qui a favorisé le diesel pour les intérêts des patrons français de l'automobile, Peugeot en tête.

Nous, on n'a rien à voir avec leurs méthodes de voyous, c'est à cette famille Peugeot de milliardaires de payer. Elle pourra se faire aider par ses PDG incriminés : Tavares, Varin, Streiff, Folz. Qu'ils prennent sur leurs retraites-chapeau et salaires scandaleux.

**La direction de PSA organise le blocage de l'usine**

Les salariés de GM&S nous ont rendu visite au site de PSA Poissy mardi dernier. C'est à travers un mur de cadres et de CRS que les ouvriers de PSA, qui comprennent leur combat, ont pu dire leur sympathie. Jeudi dernier, le tribunal a validé l'offre de reprise de GM&S par GMD, qui ne reprendrait que 120 salariés sur 276. Ceux qui ne sont pas repris n'auront droit qu'à 14 000 € pour 20 ans d'ancienneté.

Les salariés n'attendaient rien du tribunal et continuent leur pression sur les responsables : PSA et Renault, qui organisent l'étranglement de GM&S depuis des années. Ils continuent de se battre et ils ont bien raison au vu des profits annoncés par PSA cet été.

**Ouragan Irma : une catastrophe pas si naturelle**

Après le passage de l'ouragan Irma sur les îles de Saint-Barthélemy et Saint-Martin, Macron a pointé du doigt le réchauffement climatique. Certes. Mais ses conséquences sont largement aggravées par la misère sociale qui règne dans certaines parties de ces îles.

Le gouvernement, plus prompt à envoyer des troupes contre les pillages que pour secourir la population, vient de refiler 21 milliards de CICE au grand patronat cette année. Et il ne trouverait pas 1,2 milliards pour reconstruire les logements et infrastructures nécessaires à la survie de toute une population ?